

Du placard au parlement

par Michael Stambolis

Pour réussir leur carrière, les élu·es gays et lesbiennes sont confronté·es à un choix difficile : comment révéler publiquement leur homosexualité. Hugo Bouvard étudie ces trajectoires sociales et politiques en France et aux États-Unis, ainsi que les mouvements qui les ont rendues possibles.

À propos de : Hugo Bouvard, *Gay et lesbiennes en politique. Représenter les minorités sexuelles en France et aux États-Unis*, Presses Universitaires du Septentrion, p. 375, 25 €.

Le calcul de la spontanéité

Les personnalités politiques ouvertement homosexuelles sont actuellement présentes dans de nombreux pays et représentent divers courants idéologiques. On peut citer, par exemple, Alice Weidel, cheffe du parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne, Huang Jie, parlementaire taïwanaise du Parti démocrate progressiste (centre gauche), ou encore Carlos Bruce, membre d'un parti de droite, maire d'un district de Lima, et ancien député au Parlement péruvien. Malgré leurs divergences géographiques et partisans, ces élu·es ont un point commun : ils et elles se revendiquent publiquement de leur homosexualité. Il y a 60 ans, cela aurait été inimaginable. Comment se fait-il que le nombre d'élu·es homosexuel·les ait explosé en deux générations ?

Bertrand Delanoë et Harvey Milk. Vous connaissez certainement ces noms. Beaucoup d'entre vous imaginent qu'il s'agit des premiers homosexuels à avoir prétendu à une carrière politique en France et aux États-Unis. Mais vous avez tort. L'histoire des élu·es gays et lesbiennes est en réalité plus ancienne, plus complexe, et bien plus intéressante que vous ne l'imaginez. Le livre de Hugo Bouvard, *Gay et lesbiennes en politique*, révèle tous ses secrets.

À la croisée de la sociologie et de la science politique, cette enquête mobilise diverses sortes de données : archives, entretiens, et observations. Il s'agit à la fois d'une socio-histoire des mobilisations en faveur de la visibilité des gays et lesbiennes en politique, de leur genèse et de leur évolution, et d'une étude sur des élu·es ayant exercé récemment un mandat. Ce terrain est particulièrement délicat, cela va sans dire. Les entretiens ont dû être menés avec beaucoup d'habileté, car les personnalités politiques sont souvent très maîtrisées dans leurs interactions, le sujet est sensible et il y avait probablement une réticence à parler à un chercheur. Hugo Bouvard analyse leurs parcours avec respect et justesse.

Cet ouvrage fait dialoguer plusieurs littératures scientifiques. Nous passons de la signification du « placard » et de la gestion du stigmaté à la représentation des intérêts des groupes constitués et des carrières politiques, sans oublier l'histoire des partis et des mobilisations. L'auteur fait appel à autant de champs parce que le phénomène le demande. La question de l'homosexualité en politique n'est pas anecdotique. Bien qu'ils et elles soient minoritaires dans la population, il est important de comprendre la place qui est faite aux gays et aux lesbiennes — et qu'ils et elles se font, surtout — car cela donne une idée de la robustesse d'une démocratie et de sa capacité à s'élargir face aux demandes de personnes jusque-là mises au ban de la société.

Il s'agit donc d'un ouvrage qui apporte des enseignements touchant à des questions qui vont bien au-delà de son objet empirique précis. Mais pour les lecteur·ices qui souhaitent découvrir la longue et surprenante histoire des mobilisations en faveur de l'élection d'hommes et de femmes ouvertement homosexuel·les, ou pour encourager celles et ceux qui sont déjà en poste de faire leur coming out, cette enquête est indispensable. À l'instar du livre de George Chauncey sur la vie homosexuelle à New York avant la Seconde Guerre mondiale¹, *Gay et*

¹ George Chauncey, *Gay New York: Gender, Urban Culture, and the Making of the Gay Male World, 1890-1940* (New York: Basic Books, 1994).

lesbiennes en politique fera date. Sa dimension comparative, dont nous parlerons plus loin, ouvre des pistes de réflexion concernant les luttes LGBT, dont les rebondissements font l'objet d'un examen approfondi des deux côtés de l'Atlantique.

De l'extérieur, il est possible d'imaginer que pour un personnage politique, la révélation publique de son homosexualité résulte d'une réflexion purement personnelle. Le coming out — pour reprendre l'expression anglophone devenue internationalement synonyme du fait de révéler son homosexualité — est un acte politique, mais aussi intime. On n'ignore pas non plus les calculs que ces individus font quant aux risques pour leurs ambitions politiques qu'ils encourent en assumant publiquement une identité stigmatisée. Ce que Hugo Bouvard révèle, cependant, c'est que derrière l'image d'un moment spontané, se cache tout un processus social impliquant des conseillers, des journalistes, la pression des mouvements sociaux et des partis politiques, ainsi que les proches des élu·es. Le coming out politique est une co-production. Pour être réussi, il doit être coordonné et planifié. Le moment, le lieu, la forme, le ton, la façon de se revendiquer. Tout doit être savamment orchestré pour ne pas commettre d'impair. Or, pour éviter d'être perçu comme une vulgaire instrumentalisation de la vie privée ou comme un acte piloté par des groupes intéressés, il faut que le public pense qu'il s'agit d'une simple volonté d'être soi-même face aux électeurs. Une fois aux manettes, l'élu·e homosexuel·le, ressent une pression pour être exemplaire, fiable et authentique. Mais comment faire ? Tout dépend du contexte.

Une comparaison internationale inédite

La révélation de l'homosexualité ne provoque pas les mêmes réactions selon le contexte géographique, historique, politique ou culturel. Les mobilisations en faveur des minorités sexuelles ont fait changer les mentalités. Avant l'existence de lois interdisant la discrimination envers les personnes homosexuelles, ou perçues comme telles, le fait de ne pas cacher son homosexualité constituait un risque important d'ostracisme social aux conséquences matérielles graves. Malgré une évolution importante de la loi de part et d'autre de l'Atlantique depuis le milieu du XX^e siècle, le stigmate peut perdurer pour celles et ceux qui font le choix de dire leur homosexualité. Pour les personnalités publiques, comme les élu·es, dire son homosexualité au-delà d'un cercle rapproché d'individus constitue souvent un enjeu crucial à plus d'un titre. Faire connaître son homosexualité à l'attention de ses électeurs, voire revendiquer

d'être gay ou lesbienne, suppose qu'il existe un cadre permettant de comprendre ce geste. Pourquoi révéler son homosexualité ? Quels aspects de sa biographie relèvent de la « vie privée » dans l'arène politique ? Les élu·es ouvertement gays et lesbiennes ont-ils et elles un devoir envers la communauté LGBTQ, si tant est qu'elle existe ? Comme l'explique Hugo Bouvard, les réponses à ces questions varient grandement selon le pays et la période historique.

Gay et lesbiennes en politique est le premier ouvrage à appliquer une méthode empirique rigoureuse pour comparer la question de l'homosexualité des élu·es aux États-Unis et en France. Il met en lumière les causes structurelles et les normes sociales auxquelles les personnalités politiques homosexuelles sont confrontées dans chacun de ces pays. Celles-ci expliquent notamment pourquoi le coming out se fait généralement plus tôt dans la carrière politique des élu·es aux États-Unis en raison d'une implication précoce dans les groupes LGBT affiliés aux partis. Ou pourquoi, en France, le coming out doit s'accompagner d'une justification reprenant les termes de l'universalisme républicain afin de ne pas être mal perçu par les médias et la classe politique, et pour parer à l'accusation d'étaler impudiquement sa vie privée sur la place publique.

Au fil des sept chapitres, de l'introduction et de la conclusion, ainsi que dans les nombreux encadrés consacrés à des points de détail importants, Hugo Bouvard analyse l'impact des particularités de chaque pays sur les minorités sexuelles en politique. Certaines de ces particularités, comme le degré de centralisation et la taille disparate de ces deux pays, reviennent régulièrement dans la littérature comparative États-Unis-France. Ces facteurs déterminent à la fois le nombre d'arènes électorales, la quantité d'attention médiatique et d'investissement matériel et symbolique que les partis leur consacrent en fonction de leur importance sur l'échiquier politique.

La géographie politique de la représentation homosexuelle

Cette géographie politique n'est pas qu'une simple question de différence d'échelle. Aux États-Unis, en plus de la multiplication des instances électorales voulue par le système fédéral, qui servent d'incubateurs de carrières politiques nationales, la multipolarité entre les villes et les états plus ou moins puissants servent de laboratoires pour tester des stratégies de coming out. Les partis politiques — ici il est surtout

question du Parti démocrate — sont relativement décentralisés à l'échelle locale, ce qui donne aux militant·es une certaine facilité pour prendre des initiatives en ce qui concerne la représentation (ou non) des groupes marginalisés. Ils peuvent donc s'adapter aux enjeux locaux, parfois même en dehors des grandes lignes établies par les instances nationales. Une fois élu·es, ils et elles peuvent ensuite se constituer en groupe d'intérêt au sein d'instances législatives, comme le Congressional LGBTQ+ Caucus, formé en 2008 par deux élu·es homosexuel·les à la Chambre des représentants.

En France, la centralisation de la vie politico-médiatique à Paris réduit les espaces d'expérimentation. Bien que les scrutins locaux jouent un rôle — Hugo Bouvard détaille comment des mouvements gay et lesbiens dans des villes françaises ont tenté de faire inclure des personnes ouvertement homosexuelles sur les listes depuis les années 1970 — les grands enjeux se décident essentiellement à la capitale. De la même manière, les personnes soucieuses de faire élire des homosexuel·les se saisissent des élections européennes, car elles offrent une certaine liberté par rapport aux élections nationales car, justement, elles sont jugées secondaires. Cette centralisation se reflète également dans l'organisation de l'« espace de la cause des minorités sexuelles », une notion que l'auteur adapte de la théorie de Laure Bereni pour désigner l'ensemble des acteurs engagés collectivement dans une lutte au nom d'une cause ou d'un groupe.² Les collectifs les plus renommés et disposant d'une masse critique se situent pour la plupart à Paris, la seule ville française à avoir disposé, pendant une longue période historique, d'un véritable quartier gay : le Marais.

À l'inverse, de nombreuses villes états-uniennes, telles que San Francisco, Los Angeles, Chicago, New York, Washington, Boston, ou encore Philadelphie, ont constitué autant de centres de lutte permettant aux homosexuel·les de s'engager dans la politique électorale en s'appuyant sur des ressources locales. Par ailleurs, à travers ses entretiens avec des élu·es, Hugo Bouvard identifie le développement des sous-cultures homosexuelles sur les campus universitaires aux États-Unis — on pourrait aussi citer l'institutionnalisation des départements de Gender et LGBTQ Studies — comme l'un des lieux qui nourrissent les ambitions politiques des jeunes homosexuel·les. Bien que des associations d'étudiant·es gays et lesbiennes existent en France, leur rôle dans la socialisation des futurs hommes et femmes politiques est bien moindre qu'aux États-Unis.

² Laure Bereni, « Penser la transversalité des mobilisations féministes : l'espace de la cause des femmes » in Christine Bard (dir.), *Les féministes de la deuxième vague* (Rennes: PUR, 2012, p. 32-33).

De manière générale, l'entrée en politique est différente de part et d'autre de l'Atlantique. Aux États-Unis, c'est d'abord l'engagement dans la lutte spécifique en faveur des droits des personnes homosexuelles, à travers des « groupes d'intérêt » au sein du Parti démocrate, par exemple, qui poussent les enquêté·es à vouloir se présenter aux élections. En France, la motivation à faire carrière en politique est rarement le fruit d'un engagement militant pro-LGBT préalable. Au contraire, les élu·es français·es insistent souvent sur le fait qu'ils sont entré·es en politique pour d'autres raisons.

D'autres différences nationales, tout aussi importantes pour comprendre l'histoire des élu·es « out », sont explorées dans le livre. Si le phénomène semble répandu et structuré aux États-Unis, c'est parce qu'on y trouve des organisations LGBT professionnalisées et bien dotées financièrement, qui soutiennent la cause. Cela favorise une certaine institutionnalisation de la démarche de la révélation de l'homosexualité, qui formate des récits et incite les personnes à suivre cette voie. Par exemple, le LGBTQ+ Victory Fund, dont il est impossible d'imaginer un équivalent en France, a pour unique objectif de faire élire un maximum de personnes ouvertement homosexuelles, ce qui crée des conflits avec des collectifs qui estiment qu'être homosexuel ne suffit pas pour mener une bonne politique. Cette professionnalisation s'explique par le coût élevé des campagnes et la nécessité de trouver des soutiens financiers, surtout lors des élections fédérales. Pour mieux gérer leur communication autour de leur homosexualité, les candidat·es sont parfois amené·es à constituer des équipes qui s'appuient sur les compétences des personnes ayant travaillé dans de grandes associations LGBT. En France, les conseils sur le coming out sont bien plus artisanaux. Les partis et les associations peuvent parfois servir de courroie de transmission de bonnes pratiques, mais la plupart des élu·es gays et lesbiennes ont appris à faire un « bon » coming out en observant les autres et en analysant la réception dans la presse. Les Français·es ont toutefois l'avantage du mode de scrutin par liste pour certaines élections, ce qui leur permet d'intégrer des gays et des lesbiennes dans le jeu électoral, un outil dont leurs homologues outre-Atlantique sont dépourvus.

Le spectre de l'anti-communautarisme

La plupart des études sur la discrimination en France et sur l'histoire des luttes contre le racisme, la xénophobie, ou l'homophobie montrent à quel point les accusations de communautarisme jouent un rôle fondamental. Dans une République

française conçue comme universaliste, l'injonction à se montrer anti-communautariste sert d'arme rhétorique que les dominants utilisent pour délégitimer toute remise en question des hiérarchies sociales passant par la reconnaissance des groupes constitués, tels que la communauté musulmane, noire, ou bien LGBT. Même une partie de ceux qui se disent être favorables à l'égalité, voire les personnes directement concernées, expriment leur soutien en des termes qui dénoncent l'existence des communautés et incitent les individus à minimiser leurs revendications « identitaires ». C'est le cas, par exemple, de Frédéric Martel et de Joseph Macé-Scaron, deux hommes médiatiquement et politiquement connectés qui ont publié des livres explicitement critiques envers les homosexuel·les français·es qu'ils jugent trop communautaristes³.

Ces contraintes discursives sont particulièrement compliquées pour la question de l'homosexualité des élu·es. En effet, se dire publiquement homosexuel·le peut déjà être perçu comme une volonté d'imposer sa différence dans un espace rhétorique qui prône l'effacement des particularismes. Le pays pouvait même leur être assez hostile. Il faut se rappeler qu'au début des années 2000, en France, des livres journalistiques enquêtaient sur le « lobby gay » et des pamphlets dénonçaient les « Khmers roses » qui imposaient une « idéologie homosexuelle »⁴. De surcroît, la dimension transnationale des mouvements LGBT et leurs références états-uniennes, ou du moins anglophone — l'expression anglaise « coming out » ou les émeutes de Stonewall, par exemple — les rendent vulnérables au « miroir transatlantique », qui, avec le communautarisme, fait croire que leurs revendications sont américanisées et dangereuses pour la cohésion nationale⁵.

Hugo Bouvard apporte une prolongation significative de ces réflexions en montrant comment, depuis le milieu du XX^e siècle, les homosexuel·les politiquement engagé·es en France ont dû gérer cette doxa républicaine. Grâce à un travail minutieux d'analyse des archives, il fait resurgir de nombreux discours de personnalités politiques, dont certaines sont devenues célèbres, qui tiennent des propos qui semblent aujourd'hui dépassés. Un exemple est particulièrement parlant. Lors des élections européennes de 1999, François Hollande, alors premier secrétaire du Parti socialiste, a répondu aux questions d'une journaliste du magazine gay *Têtu* en ces

³ Joseph Macé-Scaron, *La tentation communautaire* (Paris : Plon 2001) ; Frédéric Martel, *Le rose et le noir : les homosexuels en France depuis 1968* (Paris : Seuil, 1996).

⁴ Yves Derai, *Le gay pouvoir : enquête sur la République bleu blanc rose* (Paris : Éditions Ramsay, 2003) ; François Devoucoux du Buysson, *Les khmers roses : essai sur l'idéologie homosexuelle* (Paris : Éditions Blanches, 2003).

⁵ Éric Fassin, *Le sexe politique : genre et sexualité au miroir transatlantique* (Paris : Éditions de l'EHESS, 2009).

termes : « Le fait de présenter des candidats gays ou lesbiennes sur la liste de partis politiques ne correspond pas à la philosophie du Parti socialiste. Nous considérons qu’être homosexuel(le) relève de la vie privée de chacun(e), et non de l’engagement politique, et que présenter les candidats, parce qu’ils sont homosexuels, consisterait un risque de dérive vers un communautarisme que nous ne souhaitons pas »⁶.

Cet extrait, comme d’autres dans le livre, montre à quel point l’anti-communautarisme a façonné, voire retardé, le coming out des élu·es en France. Qu’il s’agisse de révéler son homosexualité avant une campagne, ou, plus souvent, une fois élu·e, le livre explique que les personnes homosexuelles en France sont obligées de mettre en place une « éthique de soi minoritaire » afin de faire correspondre cette démarche aux attentes culturelles. Pour l’auteur, il s’agit « de bricoler avec ces normes pour rendre républicain le coming out, et dessiner ainsi les contours d’un républicanisme minoritaire » (p. 269). Hugo Bouvard donne vie aux épisodes clés de l’histoire de ces mobilisations et analyse les choix de ses enquêté·es, apportant ainsi à une contribution précieuse à la recherche en sociologie de la culture sur l’institutionnalisation des normes culturelles par les acteurs qui tentent de les faire changer.

L’avenir de l’homosexualité en politique

Dans une prose précise et agréable à lire, l’auteur aborde les causes structurelles des diverses formes de coming out dans le monde politique aux États-Unis et en France. En ce sens, il répond avec nuance aux questions de recherche posées au départ. Hugo Bouvard pose les jalons de futures recherches en dessinant les limites de son étude. La plus évidente, mais aussi quasi impossible à franchir, est celle des personnes homosexuelles en politique qui choisissent de ne jamais dévoiler leur homosexualité. Ces personnes ont peut-être une double vie cachée ou décident de limiter cette information à un cercle très restreint. Ces individus seraient par définition réfractaires à participer à des recherches, mais il serait intéressant, dans l’idéal, de comprendre leurs craintes et leurs motivations. Ce livre nous donne néanmoins un aperçu de la manière dont ces individus gèrent le stigmatisme — qui peut être caché, comme l’explique le sociologue Erving Goffman — grâce aux histoires de celles et ceux qui n’ont pas fait le même choix. Une partie de la réponse tient à l’évolution de la mentalité des

⁶ Caroline Fourest, interview avec François Hollande, *Têtu* n° 35, juin 1999, p. 63, cité p. 135.

électeur·ices. Après tout, il n'y aurait pas d'élu·es ouvertement gays et les lesbiennes si les gens ne votaient pas pour eux.

Hugo Bouvard présente sans ambiguïté les déséquilibres de genre et d'orientation politique au sein de son échantillon : les femmes sont moins nombreuses que les hommes, et la grande majorité des 69 entretiens a été menée avec des personnes affiliées à des partis de gauche. La spécificité de cet échantillon fait l'objet d'une longue discussion qui a le double mérite de montrer la rigueur avec laquelle l'étude a été menée et de proposer des hypothèses pour expliquer ces disparités.

Si les lesbiennes sont moins représentées dans l'échantillon, il se peut que cela reflète la composition réelle du champ politique, qui les exclut davantage que les hommes ouvertement gays, plutôt qu'un biais de l'étude. Cela est certainement également lié au sexisme plus général qui, comme on le sait, contraint les carrières politiques des femmes. La dimension genrée du coming out politique est intimement liée à l'histoire complexe des alliances et des tensions entre les lesbiennes et les mouvements féministes et homosexuels, dont elles font partie intégrante. L'ouvrage esquisse, par ailleurs, les spécificités nationales de cette histoire des féminismes, comme les mobilisations pour la parité en France ou contre le harcèlement sexuel aux États-Unis, et leur impact sur la place des lesbiennes en politique. Il reste à comprendre comment les attentes genrées vont évoluer. La banalisation du mariage et de l'homoparentalité pourrait par exemple faciliter l'acceptation de l'homosexualité des élu·es qui choisiraient une vie familiale normative, au détriment peut-être de celles et ceux qui ne le feraient pas. Nous verrons également si la parentalité a le même impact lié au genre sur la carrière politique des gays et des lesbiennes que sur celle de leurs homologues hétérosexuels : alors que la paternité donne aux hommes politiques une image plus responsable et plus digne de confiance, être une bonne mère est souvent considéré comme incompatible avec une carrière politique, en particulier lorsque les enfants sont jeunes.

En ce qui concerne le faible nombre d'élu·es issu·es des rangs de la droite, la logique de l'échantillonnage fait sens. Ils et elles existent, se sont organisés parfois en collectifs —le livre suit plusieurs d'entre eux—, mais leurs partis se sont historiquement opposés aux réformes pro-LGBT. Pour l'image que ces partis souhaitaient promouvoir et pour éviter la stigmatisation, il était dans l'intérêt de tous qu'on ne les voie pas. Néanmoins, les choses changent rapidement. De plus en plus de personnalités politiques de droite affichent ouvertement leur homosexualité. Comme l'explique Hugo Bouvard, cela fait même partie, plus ou moins assumé, d'une stratégie

pour moderniser l'image du parti, dans un contexte où l'homophobie est moins socialement acceptable. À l'extrême droite, ces élu·es participent activement au racisme et à la xénophobie de leurs partis en prétextant que l'opposition à l'immigration est la meilleure solution pour protéger les personnes LGBT. Mais l'homophobie demeure un fondamental de la droite et cette apparente ouverture pourrait s'avérer superficielle. Avec la montée des réactionnaires en France et aux États-Unis, il devient urgent de comprendre pourquoi ces élu·es gays et lesbiennes donnent de la légitimité à des partis qui finiront peut-être par se retourner contre eux. Leurs homologues de gauche, dont Hugo Bouvard décrit tous les efforts, leur ont ouvert la voie. Que feront-ils et elles de ce pouvoir ?

En tirant les leçons de cet ouvrage, nous pouvons émettre plusieurs hypothèses quant à l'avenir des élu·es gays et lesbiennes. Premièrement, rien n'est gravé dans le marbre. Des groupes déterminés ont travaillé d'arrache-pied pour leur permettre de faire leur coming out et de mener des carrières politiques de plus en plus influentes. Des groupes tout aussi déterminés peuvent – et s'emploient actuellement – à faire reculer les droits des personnes LGBTQ et, plus généralement, à les effacer de la vie publique. Deuxièmement, l'évolution au fil du temps se déroulera différemment selon le contexte politique et culturel local. Par exemple, aux États-Unis, la radicalisation du Parti républicain sous l'influence de Trump et de la droite chrétienne pourrait rendre encore plus difficile la place des élu·es gays et lesbiennes conservateur·ices. En France, si des gays et lesbiennes continuent d'être élu·es sur l'ensemble du spectre politique, la stigmatisation associée à l'homosexualité pourrait s'atténuer. Mais cette acceptation pourrait se faire au prix d'une amplification et d'un soutien au discours anticommunautariste. Ce qui ne changera pas de sitôt, cependant, c'est le fait que, contrairement à leurs homologues hétérosexuel·les, les gays et lesbiennes devront continuer à faire leur coming out pour être identifié·es et compris·es comme tels. L'hétérosexisme structure toujours la vie sociale des deux côtés de l'Atlantique. Tant que ce sera le cas, les élu·es seront toujours présumé·es hétérosexuel·les jusqu'à preuve du contraire.

Publié dans lavedesidees.fr, le 20 mars 2026.